

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2013/09377]

11 JUILLET 2013. — Loi modifiant le Code Civil en ce qui concerne les sûretés réelles mobilières et abrogeant diverses dispositions en cette matière (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives aux sûretés réelles mobilières*

Art. 2. Dans le livre III du Code civil, l'intitulé du titre XVII est remplacé par ce qui suit : « Des sûretés réelles mobilières ».

Art. 3. L'article 2071, modifié par la loi du 18 mars 1999, et l'article 2072 du Code civil sont abrogés.

Art. 4. Dans le même titre, l'intitulé du chapitre 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Du gage ».

Art. 5. Dans le même chapitre 1^{er}, il est inséré une section 1^{re} comportant les articles 2073 et 2074 intitulée « Généralités ».

Art. 6. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 5, l'article 2073 est remplacé par l'article 1^{er} rédigé comme suit :

« Article 1^{er}. Finalité

Le gage confère au créancier gagiste le droit d'être payé sur les biens qui en font l'objet, par préférence aux autres créanciers. »

Art. 7. Dans la même section 1^{re}, l'article 2074, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juin 2000 est remplacé par l'article 2 rédigé comme suit :

« Art. 2. Constitution

Sous réserve de l'article 4, alinéa 2, le gage est constitué par la convention conclue entre le constituant du gage et le créancier gagiste. »

Art. 8. Dans la même section 1^{re}, l'article 2075, remplacé par la loi du 12 décembre 1996, est remplacé par l'article 3 rédigé comme suit :

« Art. 3. Représentation

Une convention de gage conclue par un représentant agissant pour le compte d'un ou de plusieurs bénéficiaires est valable et opposable aux tiers lorsque l'identité des bénéficiaires est déterminable au moyen de la convention. Tous les droits en découlant profitent au patrimoine de ces bénéficiaires.

Le représentant peut exercer tous les droits qui reviennent normalement au créancier gagiste. Il est, sauf convention contraire, responsable solidairement avec le bénéficiaire. »

Art. 9. Dans la même section 1^{re}, l'article 2076 est remplacé par l'article 4 rédigé comme suit :

« Art. 4. Preuve

La mise en gage est prouvée par un écrit contenant la désignation précise des biens grevés du gage, des créances garanties et du montant maximum à concurrence duquel les créances sont garanties.

Si le constituant du gage est un consommateur au sens de l'article 2, 3^o, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, la validité de la convention requiert qu'un écrit soit rédigé, selon le cas, conformément au prescrit de l'article 1325 ou de l'article 1326.

L'écrit visé à l'alinéa 2 mentionne, aux fins de l'application de l'article 7, alinéa 4, la valeur du bien gagé ou des biens gagés. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2013/09377]

11 JULI 2013. — Wet tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de zakelijke zekerheden op roerende goederen betreft en tot opheffing van diverse bepalingen ter zake (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende de zakelijke zekerheden op roerende goederen*

Art. 2. In boek III van het Burgerlijk Wetboek wordt het opschrift van titel XVII vervangen door wat volgt : « Zakelijke zekerheden op roerende goederen ».

Art. 3. Artikel 2071, gewijzigd bij de wet van 18 maart 1999, en artikel 2072 van het Burgerlijk Wetboek worden opgeheven.

Art. 4. In dezelfde titel wordt het opschrift van hoofdstuk 1 vervangen door wat volgt : « Pandrecht ».

Art. 5. In hetzelfde hoofdstuk 1 wordt een afdeling 1 ingevoegd, die de artikelen 2073 en 2074 bevat, luidende : « Algemeen ».

Art. 6. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 5, wordt artikel 2073 vervangen door artikel 1, luidende :

« Artikel 1. Doelstelling

Het pandrecht verleent aan de pandhouder het recht om bij voorrang boven de andere schuldeisers te worden betaald uit de bezwaarde goederen. »

Art. 7. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2074, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juni 2000, vervangen door artikel 2, luidende :

« Art. 2. Totstandkoming

Onder voorbehoud van artikel 4, tweede lid, komt het pandrecht tot stand door de overeenkomst tussen pandgever en pandhouder. »

Art. 8. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2075, vervangen bij de wet van 12 december 1996, vervangen door artikel 3, luidende :

« Art. 3. Vertegenwoordiging

Een pandovereenkomst die wordt gesloten door een vertegenwoordiger voor rekening van één of meer begunstigden is geldig en tegenwerpelijk aan derden wanneer de identiteit van de begunstigden kan worden vastgesteld aan de hand van de overeenkomst. Alle daaruit voortvloeiende rechten behoren tot het vermogen van die begunstigden.

De vertegenwoordiger kan alle rechten uitoefenen die normaal toekomen aan de pandhouder. Hij is, behoudens andersluidende overeenkomst, met de begunstigde hoofdelijk aansprakelijk. »

Art. 9. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2076 vervangen door artikel 4, luidende :

« Art. 4. Bewijs

De inpandgeving wordt bewezen door een geschrift dat de door het pand bezwaarde goederen, de gewaarborgde schuldvorderingen en het maximaal bedrag tot beloop waarvan de schuldvorderingen gewaarborgd zijn, nauwkeurig aanduidt.

Is de pandgever een consument in de zin van artikel 2, 3^o, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, dan dient voor de geldigheid van de overeenkomst een geschrift te worden opgesteld dat, naargelang het geval, voldoet aan het vereiste van artikel 1325 of artikel 1326.

Het in het tweede lid bedoelde geschrift vermeldt, voor de toepassing van artikel 7, vierde lid, de waarde van het verpande goed of van de verpande goederen. »

Art. 10. Dans la même section 1^{re}, l'article 2077 est remplacé par l'article 5 rédigé comme suit :

« Art. 5. Tiers-constituant de gage

Le gage peut être constitué par un tiers pour le débiteur.

Sauf convention contraire, si pour une même créance, tant des biens du débiteur que des biens d'un tiers sont donnés en gage, le tiers-constituant du gage peut exiger que les biens du débiteur soient réalisés en premier. »

Art. 11. Dans la même section 1^{re}, l'article 2078 est remplacé par l'article 6 rédigé comme suit :

« Art. 6. Pouvoir du constituant du gage

La mise en gage n'est valable que si le constituant du gage dispose du pouvoir d'engager les biens.

Si le constituant n'a pas ce pouvoir, le créancier gagiste acquiert néanmoins un gage si, au moment de la conclusion de la convention, il pouvait raisonnablement supposer que le constituant du gage disposait du pouvoir de donner en gage. »

Art. 12. Dans la même section 1^{re}, l'article 2079 est remplacé par l'article 7 rédigé comme suit :

« Art. 7. Objet

Le gage peut avoir pour objet un bien mobilier corporel ou incorporel ou un ensemble déterminé de biens de ce type.

Sauf disposition restrictive dans la convention de gage, le gage ayant pour objet un fonds de commerce comprend l'ensemble des biens qui composent le fonds de commerce.

Sauf disposition restrictive dans la convention de gage, le gage ayant pour objet une exploitation agricole comprend l'ensemble des biens qui servent à l'exploitation.

Si le constituant du gage est un consommateur au sens de l'article 2, 3^o, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, la valeur du bien gagé ou des biens gagés ne peut excéder le double de l'étendue du gage telle que fixée par l'article 12.

Seuls les biens cessibles en vertu de la loi peuvent être donnés en gage.

Les dispositions du présent Chapitre ne sont applicables aux gages ayant pour objet des droits de propriété intellectuelle que dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec d'autres dispositions régissant spécifiquement de tels gages. »

Art. 13. Dans la même section 1^{re}, l'article 2080 est remplacé par l'article 8 rédigé comme suit :

« Art. 8. Biens futurs

Le gage peut avoir pour objet des biens futurs. »

Art. 14. Dans la même section 1^{re}, l'article 2081 est remplacé par l'article 9 rédigé comme suit :

« Art. 9. Subrogation réelle

Le gage s'étend à toutes les créances qui se substituent aux biens grevés, parmi lesquels les créances résultant de la cession de ceux-ci ainsi que celles indemnifiant une perte, détérioration ou diminution de valeur du bien grevé.

Sauf convention contraire, le gage s'étend aux fruits produits par les biens grevés.

Le constituant du gage et, le cas échéant, le créancier gagiste sont tenus d'en rendre compte à l'autre partie. »

Art. 15. Dans la même section 1^{re}, l'article 2082 est remplacé par l'article 10 rédigé comme suit :

« Art. 10. Créance garantie

Un gage peut être constitué pour sûreté d'une ou de plusieurs créances existantes ou futures si les créances garanties sont déterminées ou déterminables.

La convention de gage mentionne le montant maximum à concurrence duquel les créances sont garanties. »

Art. 16. Dans la même section 1^{re}, l'article 2083 est remplacé par l'article 11 rédigé comme suit :

« Art. 11. Durée

La convention de gage peut être conclue pour une durée déterminée ou indéterminée.

Art. 10. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2077 vervangen door artikel 5, luidende :

« Art. 5. Derde-pandgever

Het pandrecht kan door een derde worden gegeven voor de schuldenaar.

Behoudens anders overeengekomen, kan, indien voor eenzelfde schuldvordering zowel goederen van de schuldenaar als van een derde zijn verpand, de derde-pandgever vorderen dat eerst de goederen van de schuldenaar worden uitgewonnen. »

Art. 11. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2078 vervangen door artikel 6, luidende :

« Art. 6. Bevoegdheid van de pandgever

De inpandgeving is slechts geldig indien de pandgever bevoegd is de goederen te verpanden.

Heeft de pandgever die bevoegdheid niet, dan verkrijgt de pandhouder niettemin een pandrecht indien hij bij het sluiten van de overeenkomst redelijkerwijze mocht veronderstellen dat de pandgever tot verpanding bevoegd was. »

Art. 12. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2079 vervangen door artikel 7, luidende :

« Art. 7. Voorwerp

Het pandrecht kan een roerend lichamelijk of onlichamelijk goed of een bepaald geheel van dergelijke goederen tot voorwerp hebben.

Behoudens beperkende bepalingen in de pandovereenkomst, omvat het pandrecht dat een handelszaak tot voorwerp heeft het geheel der goederen die de handelszaak uitmaken.

Behoudens beperkende bepalingen in de pandovereenkomst, omvat het pandrecht dat een landbouwexploitatie tot voorwerp heeft het geheel der goederen die tot de exploitatie dienen.

Is de pandgever een consument in de zin van artikel 2, 3^o, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, dan mag de waarde van het verpande goed of de verpande goederen het dubbel van de omvang van het pandrecht zoals bepaald in artikel 12, niet overschrijden.

Enkel goederen die krachtens de wet vatbaar zijn voor overdracht kunnen in pand worden gegeven.

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn enkel van toepassing op pandrechten die intellectuele eigendomsrechten tot voorwerp hebben voor zover zij niet onverenigbaar zijn met andere bepalingen waarin dergelijke pandrechten specifiek worden geregeld. »

Art. 13. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2080 vervangen door artikel 8, luidende :

« Art. 8. Toekomstige goederen

Het pand kan toekomstige goederen tot voorwerp hebben. »

Art. 14. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2081 vervangen door artikel 9, luidende :

« Art. 9. Zakelijke subrogatie

Het pandrecht strekt zich uit tot alle schuldvorderingen die in de plaats komen van de bezwaarde goederen, waaronder de schuldvorderingen uit de overdracht ervan en deze tot vergoeding wegens tenietgaan, beschadiging of waardeverlies van het bezwaarde goed.

Behoudens anders overeengekomen, strekt het pandrecht zich uit tot de vruchten die de bezwaarde goederen voortbrengen.

De pandgever en in voorkomend geval de pandhouder zijn hierover rekenschap verschuldigd aan de andere partij. »

Art. 15. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2082 vervangen door artikel 10, luidende :

« Art. 10. Gewaarborgde schuldvordering

Een pandrecht kan gevestigd worden tot zekerheid van een of meer bestaande of toekomstige schuldvorderingen indien de gewaarborgde schuldvorderingen bepaald of bepaalbaar zijn.

De pandovereenkomst vermeldt het maximumbedrag tot beloop waarvan de schuldvorderingen gewaarborgd zijn. »

Art. 16. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2083 vervangen door artikel 11, luidende :

« Art. 11. Duur

De pandovereenkomst kan worden aangegaan voor een bepaalde of een onbepaalde duur.

Si la convention est conclue pour une durée indéterminée, le constituant du gage peut y mettre fin moyennant un préavis de minimum trois mois et maximum six mois.

Sauf convention contraire, lorsque la convention de gage prend fin par l'expiration de la durée ou par un préavis, le gage s'étend uniquement à la garantie des créances qui existent au moment où le contrat prend fin. »

Art. 17. Dans la même section 1^{re}, l'article 2084 est remplacé par l'article 12 rédigé comme suit :

« Art. 12. Etendue

Le gage s'étend, dans les limites du montant convenu, au principal de la créance garantie et aux accessoires tels les intérêts, la clause pénale et les coûts de réalisation.

Si le constituant du gage est un consommateur au sens de l'article 2, 3^o, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, ces accessoires ne peuvent toutefois pas être supérieurs à 50 % du principal. »

Art. 18. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 13 rédigé comme suit :

« Art. 13. Indivisibilité

Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette entre les ayants droits universels ou à titre universel du débiteur ou ceux du créancier.

L'ayant droit universel ou à titre universel du débiteur, qui a payé sa portion de la dette, ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'ayant droit universel ou à titre universel du créancier, qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses co-ayants droit universels ou à titre universel qui n'ont pas été payés. »

Art. 19. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 14 rédigé comme suit :

« Art. 14. Réengagement

Le créancier gagiste n'a pas le droit d'engager le bien. »

Art. 20. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 15 rédigé comme suit :

« Art. 15. Opposabilité

Le gage est opposable aux tiers par un enregistrement dans le registre des gages effectué conformément à l'article 29, alinéa 1^{er}.

L'identification erronée du constituant du gage prive d'effet l'enregistrement sauf si une recherche dans le registre à partir de l'élément d'identification correct permet de retrouver l'inscription, sans préjudice de l'article 29, alinéa 2.

L'identification erronée du créancier gagiste ou de son représentant ou la désignation erronée des biens grevés du gage privent d'effet l'enregistrement sauf si elles n'induisent pas gravement en erreur une personne raisonnable effectuant une recherche, sans préjudice de l'article 29, alinéa 2.

La désignation erronée des créances garanties ou du montant maximal à concurrence duquel elles sont garanties ne prive pas d'effet l'enregistrement, sans préjudice de l'article 29, alinéa 2.

Le rang du gage est déterminé par l'ordre chronologique de son enregistrement.

Le Roi fixe les modalités d'application du présent article. »

Art. 21. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 16 rédigé comme suit :

« Art. 16. Obligations du constituant du gage

Le constituant du gage doit veiller aux biens grevés en bon constituant.

Le créancier gagiste a le droit d'inspecter les biens grevés à tout moment. »

Is de overeenkomst aangegaan voor een onbepaalde duur, dan kan de pandgever de overeenkomst beëindigen met inachtneming van een opzeggingstermijn van minimaal drie en maximaal zes maanden.

Behoudens andersluidende overeenkomst, wanneer de pandovereenkomst wordt beëindigd door het verstrijken van de termijn of door een opzegging, strekt het pandrecht enkel tot waarborg van de schuldvorderingen die bestaan op het tijdstip van het einde van de overeenkomst. »

Art. 17. In dezelfde afdeling 1 wordt artikel 2084 vervangen door artikel 12, luidende :

« Art. 12. Omvang

Het pandrecht strekt zich, binnen het overeengekomen bedrag, uit tot de hoofdsom van de gewaarborgde schuldvordering en tot de bijhorigheden zoals de interest, het schadebeding en de kosten van uitwinning.

Is de pandgever een consument in de zin van artikel 2, 3^o, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, dan mogen die bijhorigheden echter niet groter zijn dan 50 % van de hoofdsom. »

Art. 18. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 13 ingevoegd, luidende :

« Art. 13. Ondeelbaarheid

Het pandrecht is ondeelbaar, niettegenstaande de schuld onder de algemene rechtsopvolgers of de rechtsopvolgers onder algemene titel van de schuldenaar of onder die van de schuldeiser deelbaar is.

De algemene rechtsopvolger of de rechtsopvolger onder algemene titel van de schuldenaar, die zijn aandeel in de schuld betaald heeft, kan zijn aandeel in het pandrecht niet terugvorderen, zolang de schuld niet ten volle voldaan is.

Zijnerzijds kan de algemene rechtsopvolger of de rechtsopvolger onder algemene titel van de schuldeiser, die zijn aandeel in de schuld ontvangen heeft, het pandrecht niet teruggeven ten nadele van degenen onder zijn algemene mede-rechtsopvolgers of mede-rechtsopvolgers onder algemene titel, die niet betaald zijn. »

Art. 19. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 14 ingevoegd, luidende :

« Art. 14. Herverpanding

De pandhouder is niet bevoegd tot het bezwaren van het goed. »

Art. 20. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 15 ingevoegd, luidende :

« Art. 15. Tegenwerpelijkheid

Het pandrecht is tegenwerpeijk aan derden door een overeenkomstig artikel 29, eerste lid, uitgevoerde registratie in het pandregister.

De onjuiste identificatie van de pandgever ontleemt elk gevolg aan de registratie, behalve indien een opzoeking in het register aan de hand van het juiste element van identificatie toelaat de inschrijving terug te vinden, onverminderd artikel 29, tweede lid.

De onjuiste identificatie van de pandhouder of van zijn vertegenwoordiger of de onjuiste aanduiding van de door het pandrecht bezwaarde goederen ontnemen elk gevolg aan de registratie, behalve indien zij een redelijke persoon die een opzoeking doet niet ernstig op een dwaalspoor brengen, onverminderd artikel 29, tweede lid.

De onjuiste aanduiding van de gewaarborgde schuldvorderingen of van het maximaal bedrag tot beloop waarvan de schuldvorderingen gewaarborgd zijn, ontleemt geen gevolg aan de registratie, onverminderd artikel 29, tweede lid.

De rang van het pandrecht wordt bepaald volgens de chronologische volgorde van de registratie ervan.

De Koning bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel. »

Art. 21. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 16 ingevoegd, luidende :

« Art. 16. Verplichtingen van de pandgever

De pandgever dient als goed pandgever voor de bezwaarde goederen zorg te dragen.

De pandhouder is gerechtigd om op ieder ogenblik de bezwaarde goederen te inspecteren. »

Art. 22. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 17 rédigé comme suit :

« Art. 17. Droit d'usage

Le constituant du gage a le droit de faire un usage raisonnable des biens donnés en gage conformément à leur destination. »

Art. 23. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 18 rédigé comme suit :

« Art. 18. Transformation

Sauf convention contraire, si le gage concerne des biens destinés à être transformés, le constituant du gage est habilité à procéder à une telle transformation.

Si un nouveau bien naît de cette transformation autorisée, le gage grève ce bien nouvellement créé, sauf convention contraire. En cas de transformation non autorisée, les articles 570 et suivants sont d'application.

Si les biens de tiers sont utilisés pour la transformation et si la séparation de ces biens est impossible ou économiquement non justifiée, le gage grève ce bien nouvellement créé si ce bien est le bien principal au sens de l'article 567 ou, le cas échéant, si ce bien est celui dont la valeur est la plus grande. Dans ce cas, le tiers dispose d'un recours pour enrichissement sans cause contre le créancier gagiste. »

Art. 24. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 19 rédigé comme suit :

« Art. 19. Immobilisation

L'immobilisation des biens grevés n'affecte pas le droit du créancier gagiste d'être payé par préférence sur le produit de ces biens. »

Art. 25. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 20 rédigé comme suit :

« Art. 20. Confusion

La confusion de biens fongibles qui sont grevés en tout ou partie de gage par un ou plusieurs constituants n'affecte pas le gage.

S'il y a plusieurs créanciers gagistes, ils peuvent se prévaloir de leur gage sur les biens confondus proportionnellement à leurs droits. »

Art. 26. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 21 rédigé comme suit :

« Art. 21. Disposition

Sauf convention contraire, le constituant du gage peut librement disposer des biens grevés dans le cours normal de ses affaires. »

Art. 27. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 22 rédigé comme suit :

« Art. 22. Sanction

La clause en vertu de laquelle le créancier gagiste peut se faire remettre tout ou partie des biens grevés sur sa simple demande est réputée non écrite.

Si le constituant du gage manque gravement à ses obligations, le juge peut, sur demande du créancier gagiste, ordonner que les biens grevés lui soient remis ou qu'ils soient placés sous séquestre judiciaire.

La disposition frauduleuse ou le déplacement frauduleux des biens grevés est passible des peines prévues par l'article 491 du Code pénal. »

Art. 28. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 23 rédigé comme suit :

« Art. 23. Transmission du gage

La cession de la créance garantie entraîne la transmission du gage.

Cette transmission est opposable aux tiers par son inscription au registre des gages ou par la cession de la possession des biens grevés du gage au cessionnaire.

La créance garantie peut être cédée partiellement, auquel cas la transmission du gage a lieu proportionnellement à l'étendue de la cession de la créance. »

Art. 22. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 17 ingevoegd, luidende :

« Art. 17. Gebruiksrecht

De pandgever is gerechtigd tot een redelijk gebruik van de in pand gegeven goederen overeenkomstig hun bestemming. »

Art. 23. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 18 ingevoegd, luidende :

« Art. 18. Verwerking

Behoudens anders overeengekomen, is de pandgever gerechtigd tot verwerking van goederen die bestemd zijn voor verwerking.

Ontstaat door die toegestane verwerking een nieuw goed, dan bezwaart het pandrecht dit nieuw tot stand gekomen goed, behoudens anders overeengekomen. In geval van niet toegestane verwerking zijn de artikelen 570 en volgende van toepassing.

Werden voor de verwerking goederen van derden aangewend en is de afscheiding van deze goederen onmogelijk of economisch niet verantwoord, dan bezwaart het pandrecht het nieuw totstandgekomen goed indien dit goed het voornaamste is in de zin van artikel 567 of, desgevallend, indien dit goed de grootste waarde heeft. In dat geval heeft de derde op de pandhouder een vordering wegens verrijking zonder oorzaak. »

Art. 24. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 19 ingevoegd, luidende :

« Art. 19. Onroerendmaking

De onroerendmaking van de bezwaarde goederen laat het recht van de pandhouder om bij voorrang uit de opbrengst van deze goederen te worden voldaan onverlet. »

Art. 25. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 20 ingevoegd, luidende :

« Art. 20. Vermenging

De vermenging van vervangbare goederen die volledig of gedeeltelijk met een pandrecht zijn bezwaard door een of meer pandgevers, laat het pandrecht onverlet.

Zijn er meerdere pandhouders, dan kunnen zij hun pandrecht op de vermengde goederen doen gelden in verhouding tot hun rechten. »

Art. 26. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 21 ingevoegd, luidende :

« Art. 21. Beschikking

Behoudens anders overeengekomen, kan de pandgever vrij over de bezwaarde goederen beschikken binnen een normale bedrijfsvoering. »

Art. 27. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 22 ingevoegd, luidende :

« Art. 22. Sanctie

Het beding op grond waarvan de bezwaarde goederen op eenvoudig verzoek van de pandhouder volledig of gedeeltelijk aan laatstgenoemde moeten worden afgegeven, wordt als niet geschreven beschouwd.

Indien de pandgever in ernstige mate aan zijn verplichtingen tekortschiet, kan de rechter op vordering van de pandhouder bevelen dat de bezwaarde goederen aan hem worden afgegeven of onder een gerechtelijk sekwester worden gesteld.

De bedrieglijke vervreemding of de bedrieglijke verplaatsing van de bezwaarde goederen is strafbaar met de straffen voorzien in artikel 491 van het Strafwetboek. »

Art. 28. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 23 ingevoegd, luidende :

« Art. 23. Overgang van pandrecht

De overdracht van de gewaarborgde schuldvordering heeft de overgang van het pandrecht tot gevolg.

Laatstgenoemde overgang is tegenwerpelijk aan derden door de registratie ervan in het pandregister of door de overdracht van het bezit van de bezwaarde goederen aan de overnemer.

De gewaarborgde schuldvordering mag gedeeltelijk worden overgedragen. In dat geval is de overgang van het pandrecht evenredig met de omvang van de overdracht van de schuldvordering. »

Art. 29. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 24 rédigé comme suit :

« Art. 24. Disposition de biens grevés d'un gage

Le gage suit les biens grevés dans quelques mains qu'ils passent. Le cessionnaire agit comme constituant dès le moment de la cession.

L'alinéa 1^{er} n'est pas d'application si le constituant du gage était habilité à disposer des biens grevés conformément à l'article 21, si la disposition avait été autorisée par le créancier gagiste ou si l'acquéreur peut se prévaloir de l'article 2279. »

Art. 30. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 25 rédigé comme suit :

« Art. 25. Tiers-acquéreurs

L'enregistrement au registre des gages exclut l'application de l'article 2279 à l'égard d'ayants cause à titre particulier du constituant du gage qui agissent dans le cadre de leur activité professionnelle. »

Art. 31. Dans le même chapitre 1^{er} inséré par l'article 3, il est inséré une section 2 intitulée « Publicité ».

Art. 32. Dans la section 2 insérée par l'article 31, il est inséré un article 26 rédigé comme suit :

« Art. 26. Registre des gages

L'enregistrement d'un gage est effectué dans le Registre national des Gages, appelé registre des gages, conservé au service des Hypothèques de l'administration générale de la Documentation patrimoniale du service public fédéral Finances.

Le registre des gages est un système informatisé destiné à l'enregistrement et à la consultation de gages ainsi qu'à la modification, au renouvellement ou à la radiation de l'enregistrement de gages.

Le Roi règle les modalités de fonctionnement du registre des gages.

Le service des Hypothèques visé à l'alinéa 1^{er} est le responsable du traitement au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et est chargé de l'application des dispositions de cette loi. »

Art. 33. Dans la même section 2, il est inséré un article 27 rédigé comme suit :

« Art. 27. Authentification

Chaque enregistrement, consultation, modification, renouvellement ou suppression de gages enregistrés requiert l'authentification de l'utilisateur du registre des gages.

Le Roi détermine, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, les modalités de cette authentification. »

Art. 34. Dans la même section 2, il est inséré un article 28 rédigé comme suit :

« Art. 28. Frais

L'enregistrement, la consultation, la modification, le renouvellement et la radiation de données peuvent chacun donner lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé par le Roi.

La consultation du registre des gages est gratuite pour le constituant du gage et pour les catégories de personnes ou d'institutions déterminées par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée. »

Art. 35. Dans la même section 2, il est inséré un article 29 rédigé comme suit :

« Art. 29. Enregistrement

Le créancier gagiste est habilité en vertu de la convention de gage à enregistrer son gage en inscrivant dans le registre des gages les données visées à l'article 30 telles que celles-ci figurent dans l'écrit visé à l'article 4, en conformité avec les modalités fixées par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Le créancier gagiste répond de tout dommage qui résulterait de l'inscription de données erronées.

Le créancier gagiste informe par écrit le constituant du gage de l'enregistrement. »

Art. 29. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 24 ingevoegd, luidende :

« Art. 24. Beschikking van verpande goederen

Het pandrecht volgt de bezwaarde goederen, in welke handen zij ook overgaan. De overnemer geldt als pandgever vanaf het ogenblik van de overdracht.

Het eerste lid is niet van toepassing indien de pandgever overeenkomstig artikel 21 gerechtigd was tot beschikking over de bezwaarde goederen, indien de pandhouder had ingestemd met de beschikking of indien de verkrijger zich kan beroepen op artikel 2279. »

Art. 30. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel 25 ingevoegd, luidende :

« Art. 25. Derde-verkrijgers

De registratie in het pandregister sluit de toepassing van artikel 2279 uit ten aanzien van rechtverkrijgers onder bijzondere titel van de pandgever die handelen in het raam van hun bedrijf of beroep. »

Art. 31. In hetzelfde hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 2 ingevoegd, luidende : « Publiciteit ».

Art. 32. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 31, wordt een artikel 26 ingevoegd, luidende :

« Art. 26. Pandregister

De registratie van een pandrecht geschiedt in het Nationaal Pandregister, pandregister genoemd, dat wordt bewaard bij de dienst Hypotheken van de algemene administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de federale overheidsdienst Financiën.

Het pandregister is een geïnformatiseerd systeem dat bestemd is voor het invoeren en het raadplegen van pandrechten evenals het wijzigen, hernieuwen of verwijderen van de registratie van pandrechten.

De Koning is bevoegd om de werking van het pandregister te regelen.

De in het eerste lid bedoelde dienst Hypotheken is de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en wordt belast met de uitvoering van de bepalingen van die wet. »

Art. 33. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 27 ingevoegd, luidende :

« Art. 27. Authenticatie

Iedere registratie, raadpleging, wijziging, hernieuwing of verwijdering van geregistreerde panden vereist de authenticatie van de gebruiker van het pandregister.

De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de nadere regels inzake die authenticatie. »

Art. 34. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 28 ingevoegd, luidende :

« Art. 28. Kosten

De registratie, raadpleging, wijziging, hernieuwing en verwijdering van gegevens kunnen elk aanleiding geven tot de betaling van een retributie waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald.

De raadpleging van het pandregister is kosteloos voor de pandgever en voor de categorieën van personen of instellingen die de Koning heeft bepaald na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. »

Art. 35. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 29 ingevoegd, luidende :

« Art. 29. Registratie

De pandhouder is krachtens de pandovereenkomst gerechtigd zijn pand te registreren door de in artikel 30 bedoelde gegevens zoals deze in het in artikel 4 bedoelde geschrift voorkomen, in overeenstemming met de nadere regels die de Koning heeft bepaald na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, in het pandregister in te voeren.

De pandhouder is tot schadevergoeding gehouden voor iedere schade ten gevolge van de invoering van onjuiste gegevens.

De pandhouder brengt de pandgever schriftelijk op de hoogte van de registratie. »

Art. 36. Dans la même section 2, il est inséré un article 30 rédigé comme suit :

« Art. 30. Données à mentionner

L'enregistrement d'un gage mentionne les données suivantes :

- 1° l'identité du créancier gagiste ou du représentant;
- 2° l'identité du constituant du gage;
- 3° la désignation des biens grevés du gage;
- 4° la désignation des créances garanties;
- 5° le montant maximum à concurrence duquel les créances sont garanties;
- 6° la déclaration du créancier garanti selon laquelle il est responsable de tout dommage qui résulterait de l'inscription de données erronées. »

Art. 37. Dans la même section 2, il est inséré un article 31 rédigé comme suit :

« Art. 31. Consultation

Les données suivantes sont consultables à propos d'un gage enregistré :

- 1° le numéro d'enregistrement;
- 2° l'identité du créancier gagiste ou du représentant;
- 3° l'identité du constituant du gage;
- 4° la désignation des biens grevés du gage;
- 5° la désignation des créances garanties;
- 6° le montant maximum à concurrence duquel les créances sont garanties;
- 7° la déclaration du créancier garanti selon laquelle il est responsable de tout dommage qui résulterait de l'inscription de données erronées;
- 8° la date de l'enregistrement. »

Art. 38. Dans la même section 2, il est inséré un article 32 rédigé comme suit :

« Art. 32. Modification

En cas de modification de la convention de gage ou en cas de données erronées, le créancier gagiste est habilité à modifier les données enregistrées, conformément à la convention et aux modalités fixées par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

En cas de modification, le registre mentionne tant l'inscription originale que la modification.

Le créancier gagiste informe par écrit le constituant du gage de la modification de l'enregistrement. »

Art. 39. Dans la même section 2, il est inséré un article 33 rédigé comme suit :

« Art. 33. Données erronées

Le constituant du gage a le droit de requérir du créancier gagiste la radiation ou la modification de données erronées.

En cas de désaccord, le constituant du gage adresse sa demande au service des Hypothèques, qui vérifie sans frais l'exactitude des données après avoir recueilli l'avis du créancier gagiste. »

Art. 40. Dans la même section 2, il est inséré un article 34 rédigé comme suit :

« Art. 34. Accès au registre

Ont accès au registre :

- le constituant du gage et le créancier gagiste;
- les catégories de personnes ou d'institutions déterminées par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Les modalités de cet accès sont déterminées par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée. »

Art. 41. Dans la même section 2, il est inséré un article 35 rédigé comme suit :

« Art. 35. Durée

L'enregistrement du gage expire après dix ans. Dès ce moment, le gage cesse d'être consultable dans le registre des gages.

Art. 36. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 30 ingevoegd, luidende :

« Art. 30. Te vermelden gegevens

De registratie van het pandrecht vermeldt de volgende gegevens :

- 1° de identiteit van de pandhouder of van de vertegenwoordiger;
- 2° de identiteit van de pandgever;
- 3° de aanduiding van de door het pandrecht bezwaarde goederen;
- 4° de aanduiding van de gewaarborgde schuldvorderingen;
- 5° het maximaal bedrag tot beloop waarvan de schuldvorderingen gewaarborgd zijn;
- 6° de verklaring van de pandhouder dat hij aansprakelijk is voor iedere schade ten gevolge van de invoering van onjuiste gegevens. »

Art. 37. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 31 ingevoegd, luidende :

« Art. 31. Raadplegen

Met betrekking tot een geregistreerd pand zijn de volgende gegevens raadpleegbaar :

- 1° het registratienummer;
- 2° de identiteit van de pandhouder of de vertegenwoordiger;
- 3° de identiteit van de pandgever;
- 4° de aanduiding van de door het pandrecht bezwaarde goederen;
- 5° de aanduiding van de gewaarborgde schuldvorderingen;
- 6° het maximaal bedrag tot beloop waarvan de schuldvorderingen gewaarborgd zijn;
- 7° de verklaring van de pandhouder dat hij aansprakelijk is voor iedere schade ten gevolge van de invoering van onjuiste gegevens;
- 8° de datum van de registratie. »

Art. 38. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 32 ingevoegd, luidende :

« Art. 32. Wijziging

In geval van wijziging van de pandovereenkomst of in geval van onjuiste gegevens is de pandhouder gerechtigd de geregistreerde gegevens te wijzigen, overeenkomstig de overeenkomst en de nadere regels die de Koning heeft bepaald na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

In geval van een wijziging, geeft het register zowel de oorspronkelijke invoering als de wijziging weer.

De pandhouder brengt schriftelijk de pandgever op de hoogte van de wijziging van de registratie. »

Art. 39. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 33 ingevoegd, luidende :

« Art. 33. Onjuiste gegevens

De pandgever is gerechtigd om van de pandhouder de verwijdering of de wijziging te vorderen van onjuiste gegevens.

In geval van onenigheid richt de pandgever zijn verzoek tot de dienst Hypotheken die de juistheid van de gegevens kosteloos controleert na het advies van de pandhouder te hebben ingewonnen. »

Art. 40. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 34 ingevoegd, luidende :

« Art. 34. Toegang tot het register

Hebben toegang tot het register :

- de pandgever en de pandhouder;
- de categorieën van personen of instellingen die de Koning heeft bepaald na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De nadere regels inzake die toegang worden bepaald door de Koning na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. »

Art. 41. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 35 ingevoegd, luidende :

« Art. 35. Termijn

De registratie van het pandrecht vervalt na verloop van tien jaar. Vanaf dat tijdstip is het pandrecht niet meer raadpleegbaar in het pandregister.

Ce délai peut toutefois être renouvelé pour des périodes successives de dix ans.

Le renouvellement est effectué par une inscription dans le registre préalablement à l'expiration du délai de dix ans et selon les modalités fixées par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Le créancier gagiste informe par écrit le constituant du gage du renouvellement de l'enregistrement. »

Art. 42. Dans la même section 2, il est inséré un article 36 rédigé comme suit :

« Art. 36. Radiation de l'enregistrement

Le créancier gagiste à l'obligation, en cas de paiement de la dette, de veiller à ce que l'enregistrement du gage soit radié.

Le créancier gagiste et le constituant du gage peuvent de commun accord demander à tout moment la radiation de l'enregistrement du gage au service des Hypothèques.

À défaut d'accord, la radiation est demandée judiciairement, sans préjudice de dommages et intérêts éventuels. »

Art. 43. Dans la même section 2, il est inséré un article 37 rédigé comme suit :

« Art. 37. Cession de créance

L'enregistrement de la cession du gage en cas de cession de la créance garantie s'opère selon les modalités fixées par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée. Jusqu'à ce moment, l'enregistrement continue à produire ses effets conformément à l'inscription du cédant.

L'enregistrement de la cession mentionne l'identité du cessionnaire.

L'enregistrement de la cession doit être effectué par le cédant. »

Art. 44. Dans la même section 2, il est inséré un article 38 rédigé comme suit :

« Art. 38. Cession de rang

Une cession de rang n'est opposable aux tiers que par son enregistrement selon les modalités fixées par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée. »

Art. 45. Dans le même chapitre 1^{er}, il est inséré une section 3 intitulée « Opposabilité par dépossession de biens corporels ».

Art. 46. Dans la section 3 insérée par l'article 45, il est inséré un article 39 rédigé comme suit :

« Art. 39. Mise en possession

Le gage d'un bien corporel est également opposable aux tiers lorsque ce bien est mis en la possession matérielle du créancier ou d'un tiers convenu. »

Art. 47. Dans la même section 3, il est inséré un article 40 rédigé comme suit :

« Art. 40. Preuve

La convention de gage peut être établie par toutes voies de droit.

Si le constituant du gage est un consommateur au sens de l'article 2, 3^o, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, il est requis pour que la convention soit prouvée qu'un écrit soit rédigé, selon le cas, conformément au prescrit de l'article 1325 ou de l'article 1326. »

Art. 48. Dans la même section 3, il est inséré un article 41 rédigé comme suit :

« Art. 41. Conséquences

Jusqu'à la réalisation du gage, le constituant reste propriétaire du gage, qui n'est, entre les mains du créancier gagiste, qu'un dépôt en garantie de son gage. »

Art. 49. Dans la même section 3, il est inséré un article 42 rédigé comme suit :

« Art. 42. Droit d'usage

Le créancier gagiste ne peut faire usage des biens grevés sauf si et dans la mesure où cela est nécessaire pour leur conservation. »

Deze termijn is niettemin vatbaar voor herhaalde vernieuwing voor een nieuwe termijn van tien jaar.

De hernieuwing geschiedt door middel van een invoering in het register voorafgaand aan het verstrijken van de termijn van tien jaar en volgens de nadere regels die de Koning heeft bepaald na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De pandhouder brengt de pandgever schriftelijk op de hoogte van de hernieuwing van de registratie. »

Art. 42. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 36 ingevoegd, luidende :

« Art. 36. Verwijdering van de registratie

De pandhouder moet in geval van betaling van de schuld ervoor zorgen dat de registratie van het pandrecht wordt verwijderd.

De pandhouder en de pandgever kunnen de dienst Hypotheken op ieder tijdstip in onderling akkoord om de verwijdering van de registratie van het pandrecht verzoeken.

Bij gebrek aan akkoord wordt de verwijdering via gerechtelijke weg gevraagd, onverminderd eventuele schadevergoeding. »

Art. 43. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 37 ingevoegd, luidende :

« Art. 37. Overdracht van schuldvordering

De registratie van de overdracht van het pandrecht bij overdracht van de gewaarborgde schuldvordering gebeurt volgens door de Koning nader bepaalde regels, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Tot dat tijdstip behoudt de registratie zijn uitwerking krachtens de invoering van de overdrager.

De registratie van de overdracht vermeldt de identiteit van de overnemer.

De registratie van de overdracht dient te gebeuren door de overdrager. »

Art. 44. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 38 ingevoegd, luidende :

« Art. 38. Rangafstand

Een afstand van rang is slechts tegenwerpelijk aan derden door de registratie ervan volgens de nadere regels die de Koning heeft bepaald na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. »

Art. 45. In hetzelfde hoofdstuk 1 wordt een afdeling 3 ingevoegd, luidende : « Tegenwerpelijkheid door buitenbezitstelling van lichamelijke goederen ».

Art. 46. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel 39 ingevoegd, luidende :

« Art. 39. Inbezitstelling

Het pandrecht van een lichamenlijk goed is eveneens tegenwerpelijk aan derden wanneer het goed in de feitelijke macht van de schuldeiser of van een overeengekomen derde wordt gesteld. »

Art. 47. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 40 ingevoegd, luidende :

« Art. 40. Bewijs

De pandovereenkomst kan worden bewezen door alle rechtsmiddelen.

Is de pandgever een consument in de zin van artikel 2, 3^o, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, dan dient als bewijs van de overeenkomst een geschrift te worden opgesteld dat naargelang het geval voldoet aan het vereiste van artikel 1325 of artikel 1326. »

Art. 48. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 41 ingevoegd, luidende :

« Art. 41. Gevolgen

Tot aan de uitwinning van het pand blijft de pandgever eigenaar van het pand, dat in handen van de pandhouder niets meer is dan een bewaargeving tot waarborg van zijn pandrecht. »

Art. 49. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 42 ingevoegd, luidende :

« Art. 42. Gebruiksrecht

De pandhouder is niet gerechtigd tot het gebruik van de bezwaarde goederen tenzij en voor zover dit noodzakelijk is voor hun behoud. »

Art. 50. Dans la même section 3, il est inséré un article 43 rédigé comme suit :

« Art. 43. Obligations du créancier gagiste

Le créancier gagiste doit veiller aux biens grevés du gage en bon créancier gagiste.

Le créancier gagiste répond, selon les règles établies au titre « Des contrats ou des obligations conventionnelles en général », de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

Les frais payés par le créancier gagiste, utiles à la conservation et à l'entretien, y compris les charges attachées par lui au bien, doivent lui être remboursés par le constituant du gage.

Le constituant du gage est habilité à inspecter les biens à tout moment. »

Art. 51. Dans la même section 3, il est inséré un article 44 rédigé comme suit :

« Art. 44. Devoir de séparation

Sauf convention contraire, lorsque le gage a pour objet des choses de genre, le créancier gagiste ou le tiers convenu doit les tenir séparées des choses de même nature.

Si les biens ont été confondus, le créancier gagiste doit, à l'expiration de la convention de gage, restituer au constituant du gage la même quantité de choses de même nature.

Après une saisie, une faillite ou toute autre situation de concours frappant le patrimoine du créancier gagiste ou du tiers convenu, le constituant du gage peut exercer ses droits sur les biens séparés. Si les biens ont été confondus, les biens présents à ce moment sont réputés être les biens grevés du gage à concurrence de la quantité grevée du gage. S'il y a plusieurs constituants de gage, ils peuvent faire valoir leurs prétentions sur les biens confondus proportionnellement à leurs droits. »

Art. 52. Dans la même section 3, il est inséré un article 45 rédigé comme suit :

« Art. 45. Sanction

Sauf si le créancier gagiste ou le tiers convenu manque gravement à ses obligations, le constituant du gage ne peut réclamer la restitution du bien gagé qu'après avoir entièrement payé, tant en principal qu'en accessoires, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné. »

Art. 53. Dans le même chapitre 1^{er}, il est inséré une section 4 intitulée « Réalisation ».

Art. 54. Dans la section 4 insérée par l'article 52, il est inséré un article 46 rédigé comme suit :

« Art. 46. Constituant consommateur

Si le constituant du gage est un consommateur au sens de l'article 2, 3^o, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, le créancier gagiste ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage; sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères ou de gré à gré.

Le créancier gagiste n'a pas le droit de se porter acheteur en cas de vente de gré à gré.

Toute clause qui autoriserait le créancier gagiste à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

Les articles 50 et 55 s'appliquent. »

Art. 55. Dans la même section 4, il est inséré un article 47 rédigé comme suit :

« Art. 47. Constituant non-consommateur

Si le constituant du gage n'est pas un consommateur au sens de l'article 2, 3^o, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, le créancier gagiste peut, à défaut de paiement, exercer son gage conformément aux articles 48 à 56, en vendant ou louant tout ou partie des biens grevés du gage afin d'apurer la créance garantie.

Après défaillance du débiteur, le créancier gagiste a droit à la possession du bien grevé du gage. Si le constituant du gage ou toute personne en possession du bien grevé s'y opposent, le créancier gagiste doit saisir le juge conformément à l'article 54.

Art. 50. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 43 ingevoegd, luidende :

« Art. 43. Verplichtingen van de pandhouder

De pandhouder dient voor verpande goederen als een goed pandhouder zorg te dragen.

De pandhouder is, volgens de regels gesteld in de titel « Contracten of verbintenissen uit overeenkomst in het algemeen », aansprakelijk voor het verlies of de beschadiging van het pand, die het gevolg zijn van zijn nalatigheid.

Door de pandhouder betaalde nuttige kosten tot behoud en tot onderhoud, met inbegrip van de door hem aan het goed verbonden lasten, moeten hem door de pandgever worden terugbetaald.

De pandgever is gerechtigd om op ieder ogenblik de goederen te inspecteren. »

Art. 51. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 44 ingevoegd, luidende :

« Art. 44. Segregatieplicht

Heeft het pandrecht betrekking op soortzaken, dan rust, behoudens andersluidende overeenkomst, op de pandhouder of op de overeengekomen derde de verplichting ze gescheiden te houden van soortgelijke zaken.

Als de goederen werden vermengd, moet de pandhouder bij de beëindiging van de pandovereenkomst aan de pandgever dezelfde hoeveelheid van soortgelijke zaken teruggeven.

Na beslag, faillissement of een andere situatie van samenloop die het vermogen van de pandhouder of de overeengekomen derde betreft, kan de pandgever zijn rechten uitoefenen op de afgescheiden goederen. Als de goederen werden vermengd, worden de op dat tijdstip voorhanden zijnde goederen geacht de verpande goederen te zijn ten belope van de verpande hoeveelheid. Als er meerdere pandgevers zijn, doen zij hun aanspraken op de vermengde goederen gelden in verhouding tot hun rechten. »

Art. 52. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 45 ingevoegd, luidende :

« Art. 45. Sanctie

Behalve indien de pandhouder of de overeengekomen derde in ernstige mate aan zijn verplichtingen verzuimt, kan de pandgever het pand niet terugvorderen voordat hij de schuld tot zekerheid waarvan het pand gegeven is ten volle betaald heeft, zowel wat de hoofdsom als de bijhorigheden betreft. »

Art. 53. In hetzelfde hoofdstuk 1 wordt een afdeling 4 ingevoegd, luidende : « Uitwinning ».

Art. 54. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 52, wordt een artikel 46 ingevoegd, luidende :

« Art. 46. Pandgever consument

Indien de pandgever een consument is in de zin van artikel 2, 3^o, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, mag de pandhouder, bij niet-betaling, niet over het pand beschikken; maar hij kan door de rechter doen bevelen dat dit pand aan hem zal verblijven, in betaling en ten belope van de schuld, volgens een schatting door deskundigen, of dat het pand in het openbaar of per onderhandse akte zal worden verkocht.

De pandhouder is niet gerechtigd om op te treden als koper bij een onderhandse verkoop.

Elk beding waarbij de pandhouder zou worden gemachtigd zich het pand toe te eigenen of erover te beschikken zonder inachtneming van de hiervoor bepaalde vormen, is nietig.

De artikelen 50 en 55 zijn van toepassing. »

Art. 55. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 47 ingevoegd, luidende :

« Art. 47. Pandgever niet-consument

Indien de pandgever geen consument is in de zin van artikel 2, 3^o, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, is de pandhouder, bij niet-betaling, gerechtigd om overeenkomstig de artikelen 48 tot 56 zijn pandrecht uit te oefenen door de verpande goederen geheel of gedeeltelijk te verkopen of te verhuren ter voldoening van de gewaarborgde schuldvordering.

Indien de schuldenaar tekortschiet, heeft de pandhouder het recht over het door het pandrecht bezwaarde goed te beschikken. Indien de pandgever of enige persoon die over het bezwaarde goed beschikt zich ertegen verzet, moet de pandhouder zich tot de rechter wenden overeenkomstig artikel 54.

La réalisation doit être effectuée de bonne foi et d'une manière économiquement justifiée.

Le créancier gagiste ne peut restreindre ni exclure sa responsabilité à cet égard.

La charge de la preuve d'un manquement du créancier gagiste repose sur le constituant du gage.

Les parties peuvent convenir du mode de réalisation au moment de la conclusion de la convention de gage ou ultérieurement. »

Art. 56. Dans la même section 4, il est inséré un article 48 rédigé comme suit :

« Art. 48. Notification

Le créancier gagiste qui souhaite procéder à la réalisation est tenu de le notifier, au moins dix jours à l'avance par envoi recommandé, au débiteur et, le cas échéant, au tiers-constituant de gage.

La notification doit également être faite aux autres créanciers gagistes et à ceux qui ont saisi les biens grevés.

La notification mentionne le montant de la créance garantie au moment de cette notification, une description des biens grevés, le mode de réalisation prévu et le droit du débiteur ou du constituant du gage de libérer les biens en apurant la dette garantie. »

Art. 57. Dans la même section 4, il est inséré un article 49 rédigé comme suit :

« Art. 49. Biens périssables

Le délai de notification prévu à l'article 48, alinéa 1^{er}, est réduit à trois jours pour les biens qui sont périssables ou qui sont sujets à une dépréciation rapide. »

Art. 58. Dans la même section 4, il est inséré un article 50 rédigé comme suit :

« Art. 50. Paiement de la dette

Jusqu'au moment de la réalisation, le constituant du gage ou tout tiers intéressé a le droit d'obtenir la libération du gage moyennant le paiement de la dette garantie et des frais de réalisation déjà exposés. »

Art. 59. Dans la même section 4, il est inséré un article 51 rédigé comme suit :

« Art. 51. Vente

Le créancier gagiste peut charger un huissier de justice de la vente publique ou de gré à gré ou de la location des biens grevés. »

Art. 60. Dans la même section 4, il est inséré un article 52 rédigé comme suit :

« Art. 52. Vente au créancier gagiste

Le créancier gagiste n'a pas le droit de se porter acheteur en cas de vente de gré à gré. »

Art. 61. Dans la même section 4, il est inséré un article 53 rédigé comme suit :

« Art. 53. Appropriation par le créancier gagiste

Si le débiteur est en défaut de paiement, le constituant du gage peut autoriser l'appropriation par le créancier gagiste des biens grevés du gage.

Une telle convention peut également être conclue lors de la conclusion de la convention de gage ou à un moment ultérieur, lorsque la convention prévoit que la valeur des biens sera déterminée par un expert au jour de l'appropriation et, pour les biens qui sont négociés sur un marché, par référence au prix de ce marché. »

Art. 62. Dans la même section 4, il est inséré un article 54 rédigé comme suit :

« Art. 54. Contrôle judiciaire

Le créancier gagiste, le constituant du gage et les tiers intéressés peuvent, à tout moment, saisir le juge pour faire trancher tout litige pouvant survenir dans le cadre de la mise en œuvre de la réalisation.

L'action suspend la réalisation du gage.

De uitwinning dient te gebeuren te goeder trouw en op een economisch verantwoorde wijze.

De pandhouder kan zijn aansprakelijkheid in dit verband niet beperken of uitsluiten.

De bewijslast van een tekortkoming van de pandhouder berust bij de pandgever.

De partijen kunnen bij de totstandkoming van de pandovereenkomst of op een later tijdstip overeenkomen over de wijze van uitwinning. »

Art. 56. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 48 ingevoegd, luidende :

« Art. 48. Kennisgeving

De pandhouder die tot uitwinning wenst over te gaan, moet daarvan ten minste tien dagen vooraf bij een aangetekende zending kennisgeven aan de schuldenaar en in voorkomend geval aan de derdepandgever.

De kennisgeving dient ook te worden gedaan aan de andere pandhouders en aan hen die op de bezwaarde goederen beslag hebben gelegd.

De kennisgeving maakt melding van het bedrag van de gewaarborgde schuldvordering op het tijdstip van deze kennisgeving, een omschrijving van de bezwaarde goederen, de voorgenomen wijze van uitwinning en het recht van de schuldenaar of de pandgever om de goederen te bevrijden door de betaling van de gewaarborgde schuldvordering. »

Art. 57. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 49 ingevoegd, luidende :

« Art. 49. Bederfbare goederen

De in artikel 48, eerste lid, bedoelde termijn voor de kennisgeving wordt beperkt tot drie dagen voor goederen die vatbaar zijn voor bederf of die onderhevig zijn aan snelle waardevermindering. »

Art. 58. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 50 ingevoegd, luidende :

« Art. 50. Betaling van de schuld

Tot op het tijdstip van de uitwinning is de pandgever of iedere belanghebbende derde gerechtigd de bevrijding van het pand te verkrijgen tegen betaling van de gewaarborgde schuldvordering en de reeds gemaakte uitwinningkosten. »

Art. 59. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 51 ingevoegd, luidende :

« Art. 51. Verkoop

De pandhouder kan een gerechtsdeurwaarder gelasten met de openbare of onderhandse verkoop of met de verhuur van de bezwaarde goederen. »

Art. 60. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 52 ingevoegd, luidende :

« Art. 52. Verkoop aan de pandhouder

De pandhouder is niet gerechtigd om op te treden als koper bij een onderhandse verkoop. »

Art. 61. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 53 ingevoegd, luidende :

« Art. 53. Toe-eigening door de pandhouder

Indien de schuldenaar in gebreke is te betalen, kan de pandgever toestemming geven voor de toe-eigening van de verpande goederen door de pandhouder.

Een dergelijke overeenkomst kan ook gesloten worden bij de totstandkoming van de pandovereenkomst of op een later tijdstip, wanneer de overeenkomst bepaalt dat de waarde van de goederen op de dag van de toe-eigening zal worden vastgesteld door een deskundige en, voor goederen die verhandeld worden op een markt, volgens de marktprijs. »

Art. 62. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 54 ingevoegd, luidende :

« Art. 54. Rechterlijke controle

De pandhouder, de pandgever en belanghebbende derden kunnen zich op ieder ogenblik tot de rechter wenden ter beslechting van ieder geschil dat bij de uitwinning kan rijzen.

De vordering schort de uitwinning van het pand op.

La cause est introduite par citation ou par requête contradictoire conformément aux articles 1034*bis* et suivants du Code judiciaire.

Le juge statue toutes affaires cessantes.

Il statue au provisoire et sa décision n'a donc pas autorité de la chose jugée.

Sa décision n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel.

Elle est notifiée immédiatement aux parties par pli judiciaire. Cette notification fait courir le délai pour introduire un pourvoi en cassation. »

Art. 63. Dans la même section 4, il est inséré un article 55 rédigé comme suit :

« Art. 55. Distribution

Le produit de la réalisation est imputé sur la créance garantie et les frais raisonnables de réalisation.

S'il y a plusieurs créanciers gagistes, le produit net est partagé entre eux selon leur rang, conformément aux articles 57 et 58.

Le solde éventuel revient au constituant du gage. »

Art. 64. Dans la même section 4, il est inséré un article 56 rédigé comme suit :

« Art. 56. Contrôle judiciaire a posteriori

Au terme de la réalisation, toute partie intéressée peut saisir le juge lorsqu'il y a contestation sur le mode de réalisation ou sur l'affectation du produit.

L'action est introduite au plus tard dans un délai d'un an à partir de la notification de la fin de la réalisation, faite par le créancier gagiste aux personnes visées à l'article 48, alinéas 1^{er} et 2.

La notification est faite par envoi recommandé.

La cause est introduite par citation ou par requête contradictoire conformément aux articles 1034*bis* et suivants du Code judiciaire. »

Art. 65. Dans le même chapitre 1^{er}, il est inséré une section 5 intitulée « Conflits de rang ».

Art. 66. Dans la section 5 insérée par l'article 64, il est inséré un article 57 rédigé comme suit :

« Art. 57. Règle d'antériorité

Le créancier gagiste est payé par priorité à tous les créanciers sur le produit des biens grevés du gage, sans préjudice des articles 21 à 26 du titre XVIII du livre III du présent Code. Le créancier gagiste jouit du même droit que celui reconnu au voiturier par les articles 23 et 25 du même titre.

S'il y a plusieurs créanciers gagistes, leur ordre de rang est déterminé selon la date de l'enregistrement ou de la prise en possession.

Les créanciers gagistes qui ont procédé à l'enregistrement ou ont reçu la possession le même jour occupent le même rang.

Si les biens gagés sont devenus immeubles, l'ordre de rang entre le créancier gagiste et un créancier hypothécaire ou privilégié sur les immeubles est déterminé selon la date de l'enregistrement et celle de l'inscription de l'hypothèque ou du privilège. »

Art. 67. Dans la même section 5, il est inséré un article 58 rédigé comme suit :

« Art. 58. Superpriorité

Un gage basé sur un droit de rétention pour une créance en conservation de la chose prime tous les créanciers gagistes.

Sous réserve de l'alinéa 1^{er}, le vendeur impayé qui s'est réservé la propriété, le vendeur privilégié et le privilège du sous-traitant priment les créanciers gagistes sur ces biens. »

Art. 68. Dans le même chapitre 1^{er}, il est inséré une section 6 intitulée « Gage en espèces ».

De zaak wordt ingeleid bij dagvaarding of bij verzoekschrift op tegenspraak overeenkomstig artikel 1034*bis* en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

De rechter doet uitspraak bij voorrang boven alle zaken.

Hij doet bij voorraad uitspraak en zijn beschikking heeft dan ook geen gezag van gewijsde.

De beschikking is niet vatbaar voor verzet of hoger beroep.

Zij wordt onmiddellijk bij gerechtsbrief ter kennis gebracht aan de partijen. Deze kennisgeving doet de termijnen lopen voor het cassatieberoep. »

Art. 63. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 55 ingevoegd, luidende :

« Art. 55. Verdeling

Het bedrag dat voortvloeit uit de uitwinning wordt toegerekend op de gewaarborgde schuldvordering en de redelijke kosten van uitwinning.

Zijn er meerdere pandhouders dan wordt de netto-opbrengst tussen hen verdeeld volgens hun rang overeenkomstig artikelen 57 en 58.

Het eventueel saldo komt toe aan de pandgever. »

Art. 64. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 56 ingevoegd, luidende :

« Art. 56. Rechterlijke controle a posteriori

Na de voltooiing van de uitwinning kan iedere belanghebbende partij zich tot de rechter wenden bij betwisting over de wijze van uitwinning of de aanwending van de opbrengst.

De vordering wordt ingesteld uiterlijk binnen een termijn van een jaar vanaf de kennisgeving van het einde van de uitwinning door de pandhouder aan de in artikel 48, eerste en tweede lid, bedoelde personen.

De kennisgeving geschiedt bij een aangetekende zending.

De zaak wordt ingeleid bij dagvaarding of bij verzoekschrift op tegenspraak overeenkomstig artikel 1034*bis* en volgende van het Gerechtelijk Wetboek. »

Art. 65. In hetzelfde hoofdstuk 1 wordt een afdeling 5 ingevoegd, luidende : « Rangconflicten ».

Art. 66. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 64, wordt een artikel 57 ingevoegd, luidende :

« Art. 57. Anterioriteitsregel

De pandhouder wordt bij voorrang boven alle schuldeisers voldaan uit de opbrengst van de verpande goederen, onverminderd artikelen 21 tot 26 van titel XVIII van boek III van dit Wetboek. De pandhouder geniet hetzelfde recht als dit toegekend aan de vervoerder door artikelen 23 en 25 van dezelfde titel.

Zijn er meerdere pandhouders, dan wordt hun rangorde bepaald naar de datum van de registratie of van de bezitsverkrijging.

Pandhouders die op dezelfde dag hebben geregistreerd of het bezit hebben verkregen, staan in gelijke rang.

Indien de verpande goederen onroerend zijn geworden, wordt de rangorde tussen de pandhouder en een hypothecaire of een op de onroerende goederen bevoorrechte schuldeiser bepaald volgens de datum van de registratie en die van de inschrijving van de hypotheek of het voorrecht. »

Art. 67. In dezelfde afdeling 5 wordt een artikel 58 ingevoegd, luidende :

« Art. 58. Superprioriteit

Een pandrecht dat gebaseerd is op een retentierecht voor een schuldvordering tot behoud van de zaak gaat boven alle pandhouders.

Onder voorbehoud van het eerste lid, gaan de onbetaalde verkoper die zich de eigendom heeft voorbehouden, de bevoorrechte verkoper en het voorrecht van de onderaannemer voor op de pandhouders op deze goederen. »

Art. 68. In hetzelfde hoofdstuk 1 wordt een afdeling 6 ingevoegd, luidende « Pandrecht op geldsom ».

Art. 69. Dans la section 6 insérée par l'article 67, il est inséré un article 59 rédigé comme suit :

« Art. 59. Gage en espèces

Si le gage est constitué en espèces et qu'il y a eu confusion chez le créancier gagiste, le créancier gagiste agit en propriétaire tenu, à l'expiration de la convention de gage, de restituer au constituant du gage un montant équivalent des mêmes devises.

Sauf convention contraire, le créancier gagiste n'est tenu de payer des intérêts qu'après avoir été mis en demeure.

Si le constituant du gage est en défaut, le créancier gagiste est habilité à opérer une compensation avec la créance garantie et il doit restituer le solde au constituant du gage. »

Art. 70. Dans le même chapitre 1^{er}, il est inséré une section 7 intitulée « Opposabilité par dépossession de créance ».

Art. 71. Dans la section 7 insérée par l'article 70, il est inséré un article 60 rédigé comme suit :

« Art. 60. Condition de possession (« contrôle »)

Le créancier gagiste est mis en possession d'une créance gagée par la conclusion de la convention de gage, à condition qu'il dispose du pouvoir de notifier le gage au débiteur de la créance gagée.

La mise en gage n'est opposable au débiteur de la créance gagée qu'à partir du moment où elle lui a été notifiée ou qu'il l'a reconnue.

Les articles 1690, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, et 1691 s'appliquent. »

Art. 72. Dans la même section 7, il est inséré un article 61 rédigé comme suit :

« Art. 61. Preuve

La convention de gage est prouvée par un écrit contenant la désignation précise des créances grevées du gage et des créances garanties. Les dispositions de la section 1^{re} relatives à la mention, dans l'écrit, du montant maximal à concurrence duquel les créances sont garanties, sont applicables.

Si le gageur est un consommateur au sens de l'article 2, 3^o, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, il est requis, pour que la convention soit prouvée, que l'écrit soit rédigé, selon le cas, conformément au prescrit de l'article 1325 ou de l'article 1326, et qu'il soit clairement fait mention du montant maximal à concurrence duquel les créances sont garanties. »

Art. 73. Dans la même section 7, il est inséré un article 62 rédigé comme suit :

« Art. 62. Cession fiduciaire à titre de sûreté

Une cession de créance à titre de sûreté confère uniquement au cessionnaire un gage sur la créance cédée. »

Art. 74. Dans la même section 7, il est inséré un article 63 rédigé comme suit :

« Art. 63. Créances futures

Le gage peut être établi sur une ou plusieurs créances futures, à condition qu'elles soient déterminables. »

Art. 75. Dans la même section 7, il est inséré un article 64 rédigé comme suit :

« Art. 64. Clause d'incessibilité ou de non-nantissement

Une convention conclue entre le constituant du gage et le débiteur de la créance gagée et stipulant que la créance qui a pour objet le paiement d'une somme d'argent n'est pas susceptible de cession ou de nantissement n'est pas opposable aux tiers sauf s'ils se sont rendus tiers complices de la violation de la clause. »

Art. 76. Dans la même section 7, il est inséré un article 65 rédigé comme suit :

« Art. 65. Objet

Le gage s'étend à la créance gagée en principal, intérêts et clause pénale et à ses autres accessoires. »

Art. 69. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 67, wordt een artikel 59 ingevoegd, luidende :

« Art. 59. Pandrecht op geldsom

Bestaat het pand uit een geldsom en heeft bij de pandhouder vermenging plaatsgevonden, dan geldt de pandhouder als eigenaar die bij de beëindiging van de pandovereenkomst gehouden is tot de restitutie aan de pandgever van een gelijk bedrag van dezelfde valuta.

Behoudens anders overeengekomen, is de pandhouder geen interest verschuldigd dan na zijn ingebrekestelling.

Komt de pandgever in verzuim, dan is de pandhouder gerechtigd tot schuldvergelijking over te gaan met de gewaarborgde schuldvordering en dient hij het saldo aan de pandgever te restitueren. »

Art. 70. In hetzelfde hoofdstuk 1 wordt een afdeling 7 ingevoegd, luidende « Tegenwerpelijheid door buitenbezitstelling van schuldvordering ».

Art. 71. In afdeling 7, ingevoegd bij artikel 70, wordt een artikel 60 ingevoegd, luidende :

« Art. 60. Bezitvereiste (« controle »)

De pandhouder verkrijgt het bezit van een in pand gegeven schuldvordering door het sluiten van de pandovereenkomst op voorwaarde dat hij bevoegd is tot kennisgeving van het pandrecht aan de schuldenaar van de verpande schuldvordering.

De verpanding kan slechts aan de schuldenaar van de in pand gegeven schuldvordering worden tegengeworpen nadat zij hem ter kennis werd gebracht of door hem is erkend.

De artikelen 1690, § 1, derde en vierde lid, en 1691 zijn van toepassing. »

Art. 72. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 61 ingevoegd, luidende :

« Art. 61. Bewijs

De pandovereenkomst wordt bewezen door een geschrift dat de door het pandrecht bezwaarde schuldvorderingen en de gewaarborgde schuldvorderingen nauwkeurig aanduidt. De bepalingen uit afdeling 1 met betrekking tot de vermelding in het geschrift van het maximaal bedrag tot beloop waarvan de schuldvorderingen zijn gewaarborgd, zijn van toepassing.

Is de pandgever een consument in de zin van artikel 2, 3^o, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, dan dient het geschrift als bewijs van de overeenkomst te voldoen aan de vereisten, naar gelang het geval, van artikel 1325 of artikel 1326 en dient tevens nauwkeurig melding te worden gemaakt van het maximaal bedrag tot beloop waarvan de schuldvorderingen zijn gewaarborgd. »

Art. 73. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 62 ingevoegd, luidende :

« Art. 62. Fiduciaire overdracht tot zekerheid

Een overdracht van een schuldvordering tot zekerheid verleent aan de overnemer enkel een pandrecht op de overgedragen schuldvordering. »

Art. 74. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 63 ingevoegd, luidende :

« Art. 63. Toekomstige schuldvorderingen

Het pandrecht kan gevestigd worden op één of meer toekomstige schuldvorderingen op voorwaarde dat zij bepaalbaar zijn. »

Art. 75. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 64 ingevoegd, luidende :

« Art. 64. Beding om niet over te dragen of niet te verpanden

Een tussen de pandgever en de schuldenaar van de verpande schuldvordering gesloten overeenkomst waarbij de schuldvordering die de betaling van een geldsom tot voorwerp heeft niet vatbaar is voor overdracht of verpanding is niet tegenwerpelij aan derden, behoudens indien deze zich hebben schuldig gemaakt aan derdemedeplichtigheid aan de schending van dit beding. »

Art. 76. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 65 ingevoegd, luidende :

« Art. 65. Voorwerp

Het pandrecht strekt zich uit tot de verpande schuldvordering in hoofdsom, interest en schadebeding en tot haar andere bijhorigheden. »

Art. 77. Dans la même section 7, il est inséré un article 66 rédigé comme suit :

« Art. 66. Nantissement partiel

Le gage peut être établi sur une fraction de créance, sauf si celle-ci est indivisible. »

Art. 78. Dans la même section 7, il est inséré un article 67 rédigé comme suit :

« Art. 67. Droit de recouvrement du créancier gagiste

Sauf convention contraire, le créancier gagiste est fondé à exiger, par la voie judiciaire et extrajudiciaire, l'exécution de la créance gagée. À cet égard, le créancier gagiste peut exercer tous les droits accessoires de la créance.

Le créancier gagiste impute les montants perçus sur la créance garantie lorsque celle-ci est exigible et verse le solde au constituant du gage.

S'il y a plusieurs créanciers gagistes, le pouvoir prévu aux alinéas 1^{er} et 2 revient uniquement au créancier gagiste ayant le rang le plus élevé.

Si une voie d'exécution ou une saisie conservatoire a été pratiquée sur la créance gagée, le tiers-débiteur est tenu de payer entre les mains de l'huissier de justice, lequel procède conformément aux articles 1627 et suivants du Code judiciaire.

Si la créance garantie n'est pas encore exigible, le créancier gagiste verse les montants perçus sur un compte bancaire distinct ouvert à cet effet, avec l'obligation de verser le solde au constituant du gage lorsque la créance garantie a été exécutée. »

Art. 79. Dans la même section 7, il est inséré un article 68 rédigé comme suit :

« Art. 68. Créance de livraison de biens

Si la créance gagée a pour objet la livraison de biens et si le créancier gagiste procède à son recouvrement, le gage se reporte sur ces biens. »

Art. 80. Dans le même titre, l'intitulé du chapitre 2 est remplacé par ce qui suit : « Réserve de propriété ».

Art. 81. Dans le même chapitre 2, l'article 2085 est remplacé par l'article 69 rédigé comme suit :

« Art. 69. Écrit

Des biens meubles vendus avec une clause suspendant le transfert de propriété jusqu'au paiement intégral du prix peuvent être revendiqués lorsque l'acheteur reste en défaut de payer le prix d'achat, pour autant que cette clause ait été établie par écrit au plus tard au moment de la délivrance des biens.

Si l'acheteur est un consommateur au sens de l'article 2, 3^o, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, l'accord de l'acheteur doit apparaître de l'écrit.

Le droit de revendication en vertu d'une clause de réserve de propriété peut être exercé quelle que soit la nature du contrat dans lequel il est repris. »

Art. 82. Dans le même chapitre 2, l'article 2086 est remplacé par l'article 70 rédigé comme suit :

« Art. 70. Subrogation réelle, transformation et confusion.

Les articles 9, 18 et 20 s'appliquent. »

Art. 83. Dans le même chapitre 2, l'article 2087 est remplacé par l'article 71 rédigé comme suit :

« Art. 71. Immobilisation

Si les biens vendus sont devenus immeubles par incorporation, la réserve de propriété est maintenue sous condition d'enregistrement dans le registre des gages. »

Art. 84. Dans le même chapitre 2, l'article 2088 est remplacé par l'article 72 rédigé comme suit :

« Art. 72. Interdiction d'enrichissement

Le vendeur impute la valeur du bien repris sur sa créance. Si cette valeur excède le montant de la créance, le vendeur est tenu de verser le solde à l'acheteur. »

Art. 85. Dans le même titre XVII, il est inséré un chapitre 3, comportant les articles 2089 à 2091, intitulé « Droit de rétention ».

Art. 77. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 66 ingevoegd, luidende :

« Art. 66. Gedeeltelijke verpanding

Het pandrecht kan gevestigd worden op een gedeelte van een schuldvordering, behoudens indien deze ondeelbaar is. »

Art. 78. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 67 ingevoegd, luidende :

« Art. 67. Inningsrecht pandhouder

Behoudens anders overeengekomen, is de pandhouder bevoegd om in en buiten rechte de nakoming te eisen van de verpande schuldvordering. De pandhouder kan daarbij alle nevenrechten van de schuldvordering uitoefenen.

De pandhouder verrekenet de geïnde bedragen op de gewaarborgde schuldvordering wanneer die opeisbaar is en draagt het saldo af aan de pandgever.

Zijn er meerdere pandhouders, dan komt de in het eerste en tweede lid verleende bevoegdheid enkel toe aan de hoogst gerangschikte pandhouder.

In geval van gedwongen tenuitvoerlegging of bewarend beslag op de verpande schuldvordering, is de derde-schuldenaar gehouden te betalen in handen van de gerechtsdeurwaarder die handelt overeenkomstig de artikelen 1627 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

Indien de gewaarborgde schuldvordering nog niet opeisbaar is, stort de pandhouder de geïnde bedragen op een daartoe geopende afgescheiden bankrekening onder de verplichting het saldo aan de pandgever af te dragen wanneer de gewaarborgde schuldvordering werd nagekomen. »

Art. 79. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 68 ingevoegd, luidende :

« Art. 68. Schuldvordering tot levering van goederen

Heeft de verpande schuldvordering de levering van goederen tot voorwerp en gaat de pandhouder tot invordering ervan over, dan komt het pandrecht op deze goederen te rusten. »

Art. 80. In dezelfde titel wordt het opschrift van hoofdstuk 2 vervangen door wat volgt : « Eigendomsvoorbehoud ».

Art. 81. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt artikel 2085 vervangen door artikel 69, luidende :

« Art. 69. Geschrift

Roerende goederen, verkocht met een beding dat de eigendomsoverdracht opschort tot de volledige betaling van de prijs, kunnen worden teruggevorderd wanneer de koper in gebreke blijft de koopprijs te betalen voor zover dit schriftelijk is opgesteld uiterlijk op het ogenblik van de levering van het goed.

Is de koper een consument in de zin van artikel 2, 3^o, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, dan dient de instemming van de koper uit het geschrift te blijken.

Het terugvorderingsrecht krachtens een beding van eigendomsvoorbehoud kan worden uitgeoefend ongeacht de juridische aard van de overeenkomst waarin het is opgenomen. »

Art. 82. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt artikel 2086 vervangen door artikel 70, luidende :

« Art. 70. Zakelijke subrogatie, verwerking en vermenging.

De artikelen 9, 18 en 20 zijn van toepassing. »

Art. 83. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt artikel 2087 vervangen door artikel 71, luidende :

« Art. 71. Onroerendmaking

Zijn de verkochte goederen onroerend door incorporatie geworden, dan blijft het eigendomsvoorbehoud behouden op voorwaarde van registratie in het pandregister. »

Art. 84. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt artikel 2088 vervangen door artikel 72, luidende :

« Art. 72. Verrijkingsverbod

De verkoper verrekenet de waarde van het teruggevorderde goed met zijn schuldvordering. Overtreft deze waarde het bedrag van de schuldvordering dan is de verkoper tot afdracht aan de koper verplicht van het saldo. »

Art. 85. In dezelfde titel XVII wordt een hoofdstuk 3, dat de artikelen 2089 tot 2091 bevat, ingevoegd, luidende : « Retentierecht ».

Art. 86. Dans le chapitre 3 inséré par l'article 85, l'article 2089 est remplacé par l'article 73 rédigé comme suit :

« Art. 73. Notion

Le droit de rétention confère au créancier le droit de suspendre la restitution d'un bien qui lui a été remis par son débiteur ou qui est destiné à son débiteur tant que sa créance relative à ce bien n'est pas exécutée. »

Art. 87. Dans le même chapitre 3, l'article 2090 est remplacé par l'article 74 rédigé comme suit :

« Art. 74. Détention

Le droit de rétention prend fin dès que le créancier abandonne volontairement la détention du bien, sauf si le créancier retrouve cette détention dans le cadre du même rapport juridique. »

Art. 88. Dans le même chapitre 3, l'article 2091 est remplacé par l'article 75 rédigé comme suit :

« Art. 75. Opposabilité

Lorsqu'il porte sur un bien mobilier corporel, le droit de rétention est opposable à l'égard d'autres créanciers du débiteur et de tiers ayant acquis un droit sur le bien après que le créancier a obtenu la détention du bien.

Lorsqu'il porte sur un bien mobilier corporel, le droit de rétention est également opposable aux tiers ayant un droit plus ancien, à condition qu'au moment de la réception du bien, le créancier ait pu supposer que le débiteur disposait du pouvoir pour soumettre ce bien à un droit de rétention. »

Art. 89. Dans le même chapitre 3, il est inséré un article 76 rédigé comme suit :

« Art. 76. Gage

Le droit de rétention donne lieu à un droit de préférence de créancier gagiste tel que visé à l'article 1^{er}. »

CHAPITRE 3. — *Autres dispositions modificatives*

Art. 90. L'article 1798 du Code civil, modifié par la loi du 19 février 1990, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de désaccord entre le sous-traitant et l'entrepreneur, le maître de l'ouvrage peut consigner les sommes dues à la Caisse des dépôts et consignations ou sur un compte bloqué au nom de l'entrepreneur et du sous-traitant auprès d'un établissement financier. Le maître de l'ouvrage y est tenu si l'entrepreneur principal ou le sous-traitant l'y invite par écrit. »

Art. 91. Dans l'article 20 du titre XVIII du livre III du Code civil, le 12^o, modifié par la loi du 19 février 1990, est remplacé par ce qui suit :

« 12^o pendant cinq ans à dater de la facture, la créance que les maçons, charpentiers, ouvriers, artisans et sous-traitants employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise ont contre leur cocontractant-entrepreneur pour les travaux qu'ils ont effectués ou fait effectuer, sur la créance se rapportant à la même entreprise qu'à ce cocontractant-entrepreneur contre le maître de l'ouvrage.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur et l'entrepreneur comme maître de l'ouvrage à l'égard des propres sous-traitants du premier.

L'action directe ne peut plus être intentée après l'ouverture du concours. »

Art. 92. Dans l'article 23 du même titre, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le voiturier est préféré au vendeur de l'objet mobilier qui lui sert de gage, à moins qu'il n'ait su, en le recevant, que le prix en était encore dû. »

Art. 93. L'article 25 du même titre est remplacé par ce qui suit :

« Le privilège des frais funéraires l'emporte sur tous les autres privilèges, à l'exception du privilège des frais de justice, du privilège des frais faits postérieurement pour la conservation de la chose, et du privilège du voiturier, en tant que celui-ci n'est pas primé par le vendeur de l'objet donné en gage. »

Art. 86. In hoofdstuk 3, ingevoegd bij artikel 85, wordt artikel 2089 vervangen door artikel 73, luidende :

« Art. 73. Begrip

Het retentierecht verleent aan de schuldeiser het recht om de teruggave van een goed dat hem door zijn schuldenaar werd overhandigd of bestemd is voor zijn schuldenaar, op te schorten zolang zijn schuldvordering die verband houdt met dat goed niet is voldaan. »

Art. 87. In hetzelfde hoofdstuk 3 wordt artikel 2090 vervangen door artikel 74, luidende :

« Art. 74. Feitelijke macht

Het retentierecht eindigt van zodra de schuldeiser de feitelijke macht over het goed vrijwillig prijsgeeft, tenzij de schuldeiser deze feitelijke macht herkrijgt krachtens dezelfde rechtsverhouding. »

Art. 88. In hetzelfde hoofdstuk 3 wordt artikel 2091 vervangen door artikel 75, luidende :

« Art. 75. Tegenwerpelijheid

Het retentierecht dat betrekking heeft op een roerend lichamenlijk goed is tegenwerpeijk aan andere schuldeisers van de schuldenaar en aan derden die een recht op het goed hebben verkregen nadat de schuldeiser de feitelijke macht over het goed heeft verworven.

Het retentierecht dat betrekking heeft op een roerend lichamenlijk goed is eveneens tegenwerpeijk aan derden met een ouder recht, op voorwaarde dat de schuldeiser bij de inontvangstneming van het goed mocht aannemen dat de schuldenaar bevoegd was om dit goed aan een retentierecht te onderwerpen. »

Art. 89. In hetzelfde hoofdstuk 3 wordt een artikel 76 ingevoegd, luidende :

« Art. 76. Pandrecht

Het retentierecht geeft aanleiding tot een in artikel 1 bedoeld preferentieel recht van pandhouder. »

HOOFDSTUK 3. — *Andere wijzigingsbepalingen*

Art. 90. Artikel 1798 van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 februari 1990, wordt aangevuld met een lid luidende :

« In geval van betwisting tussen de onderaannemer en de aannemer, kan de bouwheer het bedrag storten in de Deposito- en Consignatiekas of op een geblokkeerde rekening op naam van de aannemer en onderaannemer bij een financiële instelling. De bouwheer is hiertoe verplicht indien hij hiertoe schriftelijk wordt verzocht door de hoofdaannemer of de onderaannemer. »

Art. 91. Artikel 20, 12^o, van titel XVIII van boek III van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 februari 1990, wordt vervangen door wat volgt :

« 12^o gedurende vijf jaar vanaf de datum van de factuur, de schuldvordering die de metselaars, timmerlieden, arbeiders, vaklui en onderaannemers gebezigd bij het oprichten van een gebouw of voor andere werken die bij aanneming zijn uitgevoerd tegenover hun medecontractant-aannemer hebben wegens werken die zij hebben uitgevoerd of laten uitvoeren, op de schuldvordering die deze medecontractant-aannemer wegens dezelfde aanneming heeft tegenover de bouwheer.

De onderaannemer wordt als aannemer en de aannemer als bouwheer beschouwd ten opzichte van de eigen onderaannemers van de eerstgenoemde.

De rechtstreekse vordering kan niet meer worden ingesteld na het ontstaan van de samenloop. »

Art. 92. Artikel 23, lid 1, van dezelfde titel wordt vervangen door wat volgt :

« De vervoerder heeft de voorrang boven de verkoper van het roerend goed dat tot pand strekt, behalve indien hij bij de ontvangst wist dat de prijs ervan nog verschuldigd was. »

Art. 93. Artikel 25 van dezelfde titel wordt vervangen door wat volgt :

« Het voorrecht van de begrafeniskosten gaat boven alle andere voorrechten, met uitzondering van het voorrecht van de gerechtskosten, het voorrecht van de naderhand tot behoud van de zaak gemaakte kosten, en het voorrecht van de vervoerder, voor zover de verkoper van de in pand gegeven zaak boven hem geen voorrang heeft. »

Art. 94. Dans l'article 12 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934, les mots « L'article 2078 du Code civil » sont remplacés par les mots « L'article 46 du titre XVII du livre III du Code civil ».

Art. 95. Dans l'article 13, § 2, 2°, b), de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, les mots « ainsi que du privilège visé au 3° de l'article 20 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 » sont remplacés par les mots « ainsi que du droit du créancier gagiste visé à l'article 1^{er} du titre XVII du livre III du Code civil ».

Art. 96. Dans l'article 75, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, les mots « Les articles 1689 à 1701 et 2075 du Code civil » sont remplacés par les mots « Les articles 1689 à 1701 du Code civil et l'article 61 du titre XVII du livre III du Code civil ».

Art. 97. Dans l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, les mots « les articles 1328 et 2074 du Code civil » sont remplacés par les mots « l'article 1328 du Code civil et l'article 61 du titre XVII du livre III du Code civil ».

Dans l'article 10, § 1^{er}, de la même loi, les mots « conformément à l'article 2075, alinéa 2, du Code civil » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 60, alinéa 2, du titre XVII du livre III du Code civil ».

Art. 98. Dans l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 3 août 2012 relative à des mesures diverses pour faciliter la mobilisation de créances dans le secteur financier, les mots « et les articles 18 et 20 de la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles » sont abrogés.

Art. 99. Dans l'article 23, alinéa 3, de la loi du 3 août 2012 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, les mots « et les articles 18 et 20 de la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles » sont abrogés.

CHAPITRE 4. — Dispositions abrogatoires

Art. 100. Dans le titre XVIII du livre III du Code civil, sont abrogés :

- a) l'article 20, 2°;
- b) l'article 20, 3°;
- c) l'article 20, 6°, modifié par la loi du 4 juillet 1972;
- d) les articles 24 et 25bis.

Art. 101. Dans l'article 588 du Code judiciaire, le 3° est abrogé.

Art. 102. Dans le livre premier du Code de commerce, les articles 1^{er} à 10 du titre VI, modifié par la loi du 5 mai 1872, sont abrogés sauf dans la mesure nécessaire à l'application de l'article 11 du même titre.

Art. 103. La loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants est abrogée.

Art. 104. La loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles est abrogée.

Art. 105. Dans la loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture, ainsi que l'agrégation et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation, le chapitre 1^{er} comportant les articles 1^{er} à 12, est abrogé.

Art. 106. Dans l'article 101 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 94. In artikel 12 van het koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van wijzigingen daarin krachtens de wet van 31 juli 1934, worden de woorden « Artikel 2078 van het Burgerlijk Wetboek » vervangen door de woorden « Artikel 46 van titel XVII van boek III van het Burgerlijk Wetboek ».

Art. 95. In artikel 13, § 2, 2°), b), van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, worden de woorden « evenals van het in 3° van artikel 20 van de hypotheekwet van 16 december 1851 bedoeld voorrecht » vervangen door de woorden « evenals van het in artikel 1 van titel XVII, boek III, van het Burgerlijk Wetboek, bedoelde recht van de pandhouder ».

Art. 96. In artikel 75, tweede lid, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, worden de woorden « De artikelen 1689 tot 1701 en 2075 van het Burgerlijk Wetboek » vervangen door de woorden « De artikelen 1689 tot 1701 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 61 van titel XVII, boek III, van het Burgerlijk Wetboek ».

Art. 97. In artikel 7, § 1, van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke-zekerheidssovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten, worden de woorden « de artikelen 1328 en 2074 van het Burgerlijk Wetboek » vervangen door de woorden « artikel 1328 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 61 van titel XVII, boek III, van het Burgerlijk Wetboek ».

In artikel 10, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden « conform artikel 2075, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek » vervangen door de woorden « conform artikel 60, tweede lid, van titel XVII, boek III, van het Burgerlijk Wetboek ».

Art. 98. In artikel 7, § 1, van de wet van 3 augustus 2012 betreffende diverse maatregelen ter vergemakkelijking van de mobilisering van schuldvorderingen in de financiële sector, worden de woorden « en artikelen 18 en 20 van de wet van 15 april 1884 betreffende de landbouwleningen » opgeheven.

Art. 99. In artikel 23, derde lid, van de wet van 3 augustus 2012 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, worden de woorden « en de artikelen 18 en 20 van de wet van 15 april 1884 betreffende de landbouwleningen » opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — Opheffingsbepalingen

Art. 100. In titel XVIII van boek III van het Burgerlijk Wetboek worden opgeheven :

- a) artikel 20, 2°;
- b) artikel 20, 3°;
- c) artikel 20, 6°, gewijzigd door de wet van 4 juli 1972;
- d) artikelen 24 en 25bis.

Art. 101. Artikel 588, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt opgeheven.

Art. 102. In boek I van het Wetboek van koophandel worden de artikelen 1 tot 10 van titel VI, gewijzigd bij de wet van 5 mei 1872, opgeheven behalve voor zover nodig voor de toepassing van artikel 11 van dezelfde titel.

Art. 103. De wet van 18 november 1862 houdende invoering van het warrantstelsel wordt opgeheven.

Art. 104. De wet van 15 april 1884 betreffende de landbouwleningen wordt opgeheven.

Art. 105. In de wet van 25 oktober 1919 betreffende het in pand geven van de handelszaak, het disconto en het in pand geven van de factuur, alsmede de aanvaarding en de keuring van de rechtstreeks voor het verbruik gedane leveringen, wordt het eerste hoofdstuk, dat de artikelen 1 tot 12 bevat, opgeheven.

Art. 106. In artikel 101 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 wordt het tweede lid opgeheven.

CHAPITRE 5. — *Dispositions transitoires*

Art. 107. Le créancier qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, a inscrit un gage conformément à la loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture, garde son rang si, dans les douze mois après l'entrée en vigueur de la présente loi, il a enregistré un gage sur les biens grevés.

Le créancier qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, a inscrit un privilège conformément à la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles, garde son rang si, dans les douze mois après l'entrée en vigueur de la présente loi, il a enregistré un gage sur les biens grevés.

Les créanciers qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont devenus détenteurs d'un warrant ou d'une cédula visés dans la loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants, gardent leurs droits après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Une procuration à l'effet de constituer un droit de gage conformément à la loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture ou un privilège agricole conformément à la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles s'étend également à la conclusion d'une convention de gage conformément à la présente loi dans les limites de la procuration.

Art. 108. L'article 101 n'est pas applicable aux causes pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE 6. — *Entrée en vigueur*

Art. 109. La présente loi entre en vigueur à une date à fixer par le Roi, mais au plus tard le 1^{er} décembre 2014.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour chacune de ses dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Chambre des représentants :

Documents. — Projet de loi, 53 2463/001. — Amendements, 53 2463/002 à 004. — Rapport, 53 2463/005. — Texte adopté par la commission, 53 2463/006. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53 2463/007.

Compte rendu intégral. — 10 janvier 2013.

Sénat.

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, 5-1922 - N° 1. — Amendements, 5-1922 - N°s 2 et 3. — Rapport, 5-1922 - N° 4. — Texte amendé par la commission, 5-1922 - N° 5. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, 5-1922 - N° 6.

Annales du Sénat. — 18 avril 2013.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet amendé par le Sénat, 53 2463/008. — Amendements, 53 2463/009 et 010. — Rapport, 53 2463/011. — Texte corrigé par la commission, 53 2463/012. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 53 2463/013.

Compte rendu intégral. — 29 et 30 mai 2013.

HOOFDSTUK 5. — *Overgangsbepalingen*

Art. 107. De schuldeiser die vóór de inwerkingtreding van deze wet een pandakte heeft ingeschreven overeenkomstig de wet van 25 oktober 1919 betreffende het in pand geven van de handelszaak, het disconto en het in pand geven van de factuur, behoudt zijn rang indien hij binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze wet een pandrecht op de bezwaarde goederen heeft geregistreerd.

De schuldeiser die vóór de inwerkingtreding van deze wet een voorrecht heeft ingeschreven overeenkomstig de wet van 15 april 1884 betreffende de landbouwleningen, behoudt zijn rang indien hij binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze wet een pandrecht op de bezwaarde goederen heeft geregistreerd.

De schuldeisers die vóór de inwerkingtreding van deze wet houder zijn geworden van een warrant of ceel als bedoeld in de wet van 18 november 1862 houdende invoering van het warrantstelsel, behouden hun rechten na de inwerkingtreding van deze wet.

Een volmacht tot het vestigen van een pandrecht krachtens de wet van 25 oktober 1919 betreffende het in pand geven van de handelszaak, het disconto en het in pand geven van de factuur of van een landbouwvoorrecht krachtens de wet van 15 april 1884 betreffende de landbouwleningen strekt ook tot het sluiten van een pandovereenkomst krachtens deze wet binnen de grenzen van de volmacht.

Art. 108. Artikel 101 is niet van toepassing op de hangende zaken op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze wet.

HOOFDSTUK 6. — *Inwerkingtreding*

Art. 109. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum doch uiterlijk op 1 december 2014.

De Koning kan voor iedere bepaling ervan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de in het eerste lid vermelde datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Financiën,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—————
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsontwerp, 53 2463/001. — Amendementen, 53 2463/002 tot 004. — Verslag, 53 2463/005. — Tekst aangenomen door de commissie, 53 2463/006. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53 2463/007.

Integraal verslag. — 10 januari 2013.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 5-1922 - Nr. 1. — Amendementen, 5-1922 - Nrs. 2 en 3. — Verslag, 5-1922 - Nr. 4. — Tekst geamendeerd door de commissie, 5-1922 - Nr. 5. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, 5-1922 - Nr. 6.

Handelingen van de Senaat. — 18 april 2013.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, 53 2463/008. — Amendementen, 53 2463/009 en 010. — Verslag, 53 2463/011. — Tekst verbeterd door de commissie, 53 2463/012. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 53 2463/019.

Integraal verslag. — 29 en 30 mei 2013.